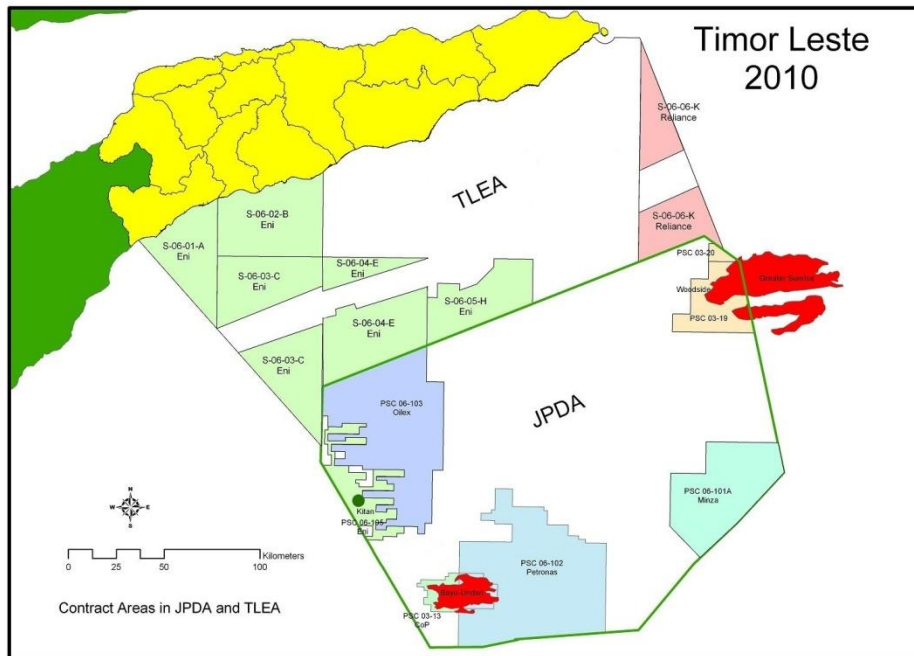


TL-EITI

Timor-Leste Extractive Industry Transparency Initiative



**Initiative Pour la Transparence Dans Les Industries
Extractives au Timor Oriental**

Ministere du Pétrole et des Minérales Ressources

Démocratique République du Timor-Oriental

31 Décembre 2010

LANGUE :

FRANCE

MOORE STEPHENS



INITIATIVE POUR LA TRASPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES AU TIMOR ORIENTAL

RAPPORT DU RECONCILIATEUR INDEPENDANT AU TITRE DE L'EXERCICE 2010

Décembre 2012



Le présent rapport a été établi à la demande du Groupe Multipartite chargé de mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Timor Oriental (ITIE TL). Les avis qui y sont exprimés sont ceux du Conciliateur Indépendant et ne reflètent en aucun cas l'avis officiel de l'ITIE Timor Oriental. Ce rapport a été établi à l'usage exclusif de Timor Oriental et il ne doit pas être utilisé par d'autres parties ni à des fins autres que celles auxquelles il est destiné.

TABLE DES MATIERES

UN MESSAGE	6
SOMMAIRE EXECUTIF	7
Principales constatations des travaux de reconciliation	7
1. INTRODUCTION	10
1.1 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)	10
1.2 L'ITIE au Timor Oriental	13
1.3 Le Contexte National du secteur pétrolier au Timor Oriental	14
2. OBJECTIFS ET PERIMETRE COUVERT PAR LA MISSION.....	15
2.1 Objectif de la mission	15
2.2 Les sociétés extractives faisant l'objet de reconciliation.....	16
2.3 Les centres de collecte des paiements effectués par les entreprises Pétrolières	17
2.4 Les flux de paiements pris en compte dans le périmètre de conciliation.....	17
3. APPROCHE ET METHODOLOGIE	20
3.1 Approche	20
3.2 Méthodologie adoptée	20
4. RESULTATS DE LA RECONILIATION	23
4.1 Réconciliation par société extractive	24
4.2 Réconciliation par flux de paiement.....	25
4.3 Ajustements.....	26
5. ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR DES HYDROCARBURES.....	29
5.1 Contribution du secteur des hydrocarbures par société	29
5.2 Contribution des flux dans le secteur des hydrocarbures	29
5.3 Contribution par Agence Gouvernementale.....	30
6. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS.....	31

7. CONCLUSIONS	33
ANNEXES	34
Annexe 1: Fiche signalétique des sociétés incluses dans le référentiel ITIE 2010	35
Annexe 2: Répartition des titres dans le secteur des hydrocarbures	36
Annexe 3: Tableaux de réconciliation par société.....	38
Annexe 4: Formulaire de déclaration ITIE Timor Oriental 2010.....	57
Annexe 5: Personnes contactées ou concernées par la réconciliation	62
Annexe 6: Zones Contractuelles au sein de la ZPTL (TLEA) et de la ZDCP (JPDA).....	64
Annexe 7: Gisements on shore de gaz et de pétrole au Timor Oriental.....	65

LISTE DES ABREVIATIONS

BPA	Autorité Bancaire et des Paiements
CBTL	Banque Centrale de Timor Leste
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
ETRS	Services chargés des revenus de Timor Oriental
PTP	La première tranche du pétrole
IFAC	La Fédération internationale des experts comptables
ISRS	Les Normes Internationales sur les services connexes
ZDCP	Zone de Développement Conjoint du Pétrole
GM	Groupe Multipartite
NPA	Autorité Nationale du Pétrole
CPP	Contrat de partage de pétrole
PTD	La Direction Nationale des Revenus Pétroliers
TL	Timor Oriental
ZPTL	Zone Propre de Timor Oriental
ITIE-TL	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Timor Oriental
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
RS	Retenue à la Source

UN MESSAGE

Je saisis cette occasion pour féliciter toutes les personnes impliquées dans le processus ITIE au Timor-Leste.

Nous avons élaboré deux rapports de réconciliation ITIE exceptionnels au titre des années 2010 et 2011. Ceci vient consolider la politique du gouvernement visant à garantir la transparence dans la gestion des ressources naturelles du pays.

Timor-Leste ne se limitera plus à la divulgation des contrats et des informations agrégés.

Je comprends que, pour une raison ou une autre, certains ne sont pas d'accord à ce que les rapports soient aussi détaillés. Les rapports publiés n'ont pas eu un consensus général des membres du Groupe Multipartite au Timor-Leste. Toutefois ils ont eu l'accord de la majorité des membres.

Après avoir soigneusement examiné les conséquences de la publication de tels rapports détaillés, et après avoir considéré les pour et les contres, je suis arrivé à la conclusion que les avantages l'emportent sur les inconvénients. Par conséquent, et en tant que Président du Groupe Multipartite pour l'ITIE au Timor-Leste, j'ai ordonné la publication des rapports 2010 et 2011 comme convenu par la majorité des membres du Groupe Multipartite.

Les citoyens disposent maintenant d'informations précieuses sur la contribution monétaire des ressources naturelles au pays, par exemple 2008 - 2.5 milliards de dollars, 2009 - US1.7 milliards de dollars, 2010 - US2.1 milliards de dollars et 2011 - US3.4 milliards de dollars.

Les rapports aussi détaillés vont donner aux citoyens la confiance en leur gouvernement et qui peut se traduire par la stabilité dans notre pays. En tant que nation qui a subi des conflits dans le passé, Timor-Leste doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la stabilité afin que le pays puisse bénéficier du développement économique. Ces rapports contribueront à la stabilité de notre pays à leur façon.

Et pour terminer je félicite encore une fois toutes les parties prenantes au processus ITIE.



Alfredo Pires

Alfredo Pires
Ministre Pétrole et des Minérales Ressources

SOMMAIRE EXECUTIF

La réconciliation des paiements et des recettes pétrolières et minières couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 a été exécutée par le Cabinet Moore Stephens conformément au contrat de service signé le 30 avril 2012 et tel que approuvé par le Groupe Multipartite.

La mission consiste à la conciliation des paiements effectués par les entreprises pétrolières avec les recettes déclarées par les différentes entités et agences gouvernementales du Timor Oriental.

L'objectif global de cette réconciliation est d'aider le Gouvernement du Timor Oriental et les différentes parties prenantes à déterminer la contribution du secteur pétrolier à l'économie et au développement social du pays ainsi que d'améliorer la transparence et la gouvernance dans le secteur extractif.

Principales constatations des travaux de réconciliation

Les principales constatations de nos travaux sont les suivantes :

1. Toutes les sociétés pétrolières ainsi que toutes les agences gouvernementales ont soumis des formulaires de déclaration pour la réconciliation de l'exercice 2010. Au total 20 sociétés pétrolières et 3 agences gouvernementales ont été retenues dans le référentiel ITIE 2010.
2. Le total des écarts avant les travaux de réconciliation au titre des flux de paiement déclarés, courant 2010, par les sociétés pétrolières et les organismes de l'Etat percepteurs des dits flux s'élève à **7,572,601 USD**. Cet écart se détaille comme suit:

	Sociétés (US\$)	Etat (US\$)	Différence (US\$)	%
Total paiements déclarés	2,157,291,800	2,149,719,199	7,572,601	0.4%

3. Suite aux travaux de réconciliation, nous étions en mesure d'ajuster toutes les différences dégagées sur les déclarations produites par les sociétés ainsi que ceux produites par les agences gouvernementales.

	Sociétés (US\$)	Etat (US\$)	Différence (US\$)	%
Total paiements déclarés	2,149,721,568	2,149,721,568	-	0.0%

Les catégories des ajustements effectués lors des travaux de rapprochement et leurs valeurs correspondantes sont détaillées dans la sous-section 4.3 du présent rapport.

4. Nous présentons, dans le tableau ci-dessous, le détail des montants déclarés par les entreprises extractives et par les agences gouvernementales à la fin de nos travaux de conciliation:

No.	Sociétés	Sociétés (US\$)	Etat (US\$)	Différence (US\$)
1	ConocoPhillips (03-12) Pty Ltd	720,537,387	720,537,387	-
2	ConocoPhillips JPDA Pty Ltd	303,844,825	303,844,825	-
3	ConocoPhillips (Timor Sea) Pty Ltd	153,998,136	153,998,136	-
4	ConocoPhillips (03-13) Pty Ltd	106,728,004	106,728,004	-
5	ConocoPhillips (Emet) Pty Ltd	18,061,806	18,061,806	-
6	ConocoPhillips (03-19) Pty Ltd	6,558	6,558	-
7	Eni JPDA 03-103 Limited	200,932,221	200,932,221	-
8	Eni JPDA 06-105 Pty Ltd	6,989,354	6,989,354	-
9	Eni Timor Leste SpA	318,858	318,858	-
10	Santos	220,135,671	220,135,671	-
11	Inpex Sahul	226,552,562	226,552,562	-
12	Tokyo Timor Sea Resources	167,637,643	167,637,643	-
13	Woodside Petroleum	689,050	689,050	-
14	Minza Oil & Gas	90,330	90,330	-
15	Petronas	11,564,779	11,564,779	-
16	Oilex	4,476,530	4,476,530	-
17	Reliance Exploration & Production	104,880	104,880	-
18	Talisman	-	-	-
19	Japan Energy E and P	11,374	11,374	-
20	AusAid	7,041,600	7,041,600	-
Total		2,149,721,568	2,149,721,568	-

5. Nous présentons, dans le tableau ci-dessous, le détail par taxe des montants déclarés par les entreprises extractives et par les agences gouvernementales à la fin des travaux de conciliation:

No.	Flux de paiement	Sociétés (US\$)	Etat (US\$)	Différence (US\$)
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		897,109,913	897,109,913	-
1	Impôts sur les sociétés	443,226,998	443,226,998	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	377,246,383	377,246,383	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	1,791,360	1,791,360	-
4	TVA	34,575,091	34,575,091	-
5	Impôts retenus à la source	13,376,590	13,376,590	-
6	Impôts sur les salaires	6,136,664	6,136,664	-
7	Pénalités/Intérêts	20,756,827	20,756,827	-
8	Autres paiements	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		1,245,273,790	1,245,273,790	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	74,882,547	74,882,547	-
10	PTP – Gaz liquéfié	30,196,332	30,196,332	-
11	PTP – Gaz	59,561,680	59,561,680	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	1,076,609,231	1,076,609,231	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	3,064,000	3,064,000	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	960,000	960,000	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-
Banque Centrale de Timor Leste		7,337,865	7,337,865	-
19	ZPTL - Frais de licence/Frais de surface	7,337,865	7,337,865	-
Total		2,149,721,568	2,149,721,568	-



Tim Woodward
Associé
Moore Stephens LLP

30 avril 2013

150Aldersgate Street
London EC1A 4AB

1. INTRODUCTION

1.1 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

1.1.1 Création

L'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) a d'abord été annoncée lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002 (le Sommet de la Terre 2002) et a été lancée officiellement à Londres en 2003. Elle a été fondée sur la reconnaissance du fait que malgré que le pétrole, le gaz et les ressources minérales puissent aider à élever le niveau de vie à travers le monde, cela peut souvent conduire à la corruption et à des conflits ainsi qu'une baisse de la qualité de vie pour beaucoup dans les pays où la gestion de ces ressources est inadéquate.

L'initiative vise une meilleure transparence par la publication des paiements des taxes et impôts des sociétés opérant dans le secteur minier et la divulgation par les organisations gouvernementales des recettes provenant de ces sociétés. L'ITIE a donc favorisé une meilleure gestion de ces ressources dans les pays riches en pétrole, en gaz et en ressources minérales et vise à réduire le risque de détournement des fonds générés par l'exploitation des ressources de l'industrie extractive des pays. Ceci est réalisé à travers la coopération entre les gouvernements, les entreprises du secteur minier, les groupes de la société civile, les investisseurs et les organisations internationales.

Il y a une structure officielle pour l'admission des pays dans l'ITIE dans laquelle les Gouvernements, désirant une admission pour devenir un candidat ITIE, doivent répondre à cinq exigences :

1. Le gouvernement doit effectuer une déclaration publique, sans équivoque, de son intention de mettre en œuvre l'ITIE ;
2. Le gouvernement doit s'engager à travailler avec la société civile et les entreprises pour mettre en œuvre l'ITIE ;
3. Le gouvernement doit nommer un haut responsable chargé de diriger la mise en œuvre de l'ITIE ;
4. Le gouvernement doit mettre en place un Groupe Multipartite pour superviser la mise en œuvre de l'ITIE ; et
5. En consultation avec les parties prenantes clés de l'ITIE, le Groupe Multipartite devra convenir et publier un plan de travail national chiffré contenant des objectifs mesurables et un échéancier de mise en œuvre, et comprenant une évaluation des contraintes de capacités.

Une fois accepté comme un candidat de l'ITIE, le pays essaiera par la suite de devenir un pays totalement conforme aux normes ITIE. Il s'agit de la nomination d'un administrateur « crédible et indépendant » et de la communication et la diffusion de l'information sur les paiements de pétrole, de gaz et des sociétés minières au gouvernement conformément aux normes (soumis aux contrôles du processus afin d'assurer que cette information soit complète, compréhensible et précise). On accorde aux pays candidats un délai

raisonnable (généralement de 30 mois) pour devenir un membre conforme aux normes ITIE.

Actuellement, 62 des plus importantes sociétés du monde opérant dans le secteur pétrolier, de gaz et des ressources minières soutiennent et participent activement au processus de l'ITIE. Ceci est fait à travers des engagements au niveau international ou par des associations industrielles. En outre, l'ITIE a obtenu le soutien de plus de 80 institutions mondiales d'investissement qui gèrent collectivement plus 16 Milliards de Dollars américains.

1.1.2 Principes généraux

L'ITIE établit une norme internationale permettant aux entreprises de publier les sommes qu'elles payent et aux gouvernements de divulguer leurs revenus.

3,5 milliards de personnes vivent dans des pays riches en pétrole, gaz et minerais. Avec une bonne gouvernance, l'exploitation de ces ressources peut générer des revenus importants pour promouvoir la croissance et diminuer la pauvreté. Cependant, lorsque la gouvernance est faible, elle peut conduire vers la pauvreté, la corruption et le conflit. L'ITIE vise à renforcer la gouvernance en améliorant la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives.

L'objectif de l'initiative est de veiller à une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources à travers la vérification et la publication complète des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les gouvernements provenant du pétrole, du gaz et des minerais.

L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes venant de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. En 2005, l'ITIE a mené une consultation prolongée et exhaustive pour tracer l'avenir de l'initiative. Celle-ci a été réalisée par le Groupe international consultatif (GIC). Le GIC a produit un rapport contenant la structure de gouvernance, la méthodologie approuvée et la direction future de l'ITIE.

La méthodologie de l'initiative est robuste mais flexible qui garantit le maintien d'une norme globale dans les différents pays exécutants. Le Conseil d'Administration de l'ITIE et le Secrétariat International sont les garants de cette méthodologie. Cependant, chaque pays doit élaborer son propre modèle de mise en œuvre. L'ITIE, en un mot, est une norme développée à l'échelle internationale qui favorise la transparence des revenus à l'échelle locale.

Le Livre source de l'ITIE fournit des conseils pour les pays et les entreprises qui souhaitent mettre en œuvre l'initiative. Les Règles de L'ITIE, comprenant le Guide de validation, établit la méthodologie que doivent suivre les pays pour devenir pleinement conformes à l'ITIE.

1.1.3 Avantages

L'implantation de l'ITIE apporte une gamme étendue d'avantages :

- Les pays riches en ressources, qu'elles soient pétrolières, gazières ou minières, ont tendance à présenter une activité économique inférieure à la moyenne, une fréquence des conflits plus élevée et à souffrir d'une mauvaise gouvernance. Ces effets ne sont pas inévitables et on peut espérer qu'en encourageant à plus de transparence dans les pays riches en de telles ressources, certains des impacts négatifs potentiels seront atténués.
- Les avantages pour les pays mettant en œuvre l'ITIE comprennent un meilleur climat d'investissement grâce à un signal clair aux investisseurs et institutions financières internationales indiquant que le gouvernement s'engage à plus de transparence. L'ITIE contribue également à renforcer la responsabilité et la bonne gouvernance, ainsi qu'à promouvoir une plus grande stabilité économique et politique. Cela peut à son tour contribuer à la prévention des conflits trouvant leur source dans les secteurs pétrolier, minier et gazier.
- Les avantages pour les compagnies et investisseurs se centrent sur l'atténuation des risques politiques et qui sont liés à la réputation. L'instabilité politique causée par une gouvernance opaque est une menace indéniable pour les investissements. Dans les secteurs extractifs, où les investissements ont une forte densité de capital et dépendent d'une stabilité à long terme pour générer des retours, la réduction de cette instabilité est bénéfique pour les affaires. La transparence des paiements faits à un gouvernement peut également aider à démontrer la contribution au pays que constituent ses investissements.
- Les avantages pour la société civile proviennent de la quantité d'information dans le domaine public concernant ces revenus que les gouvernements gèrent au nom de la population, conférant ainsi plus de responsabilité aux gouvernements.

1.1.4 Mise en œuvre dans les pays

Pour devenir un candidat de l'ITIE, le pays exécutant doit satisfaire les cinq exigences en matière d'adhésion. Lorsqu'ils sont assurés, la mise en œuvre de l'ITIE comprend une gamme d'activités pour renforcer la transparence des revenus des ressources. Ces activités sont documentées dans les plans d'action des pays.

Pour obtenir et maintenir le statut de conformité de l'ITIE - ou pour maintenir le statut de candidat - le pays doit compléter une validation de l'ITIE. La validation est un élément essentiel de l'ITIE en tant que norme internationale. Elle permet une évaluation indépendante des avancées des pays exécutants par rapport à l'ITIE et des mesures qu'ils doivent adopter pour permettre de meilleurs et plus rapides progrès. Cette évaluation est réalisée par un validateur indépendant choisi par le pays exécutant, en suivant la méthodologie déterminée par les Règles de l'ITIE. Le Conseil d'Administration de l'ITIE supervise le procédé de validation et examine les rapports de validation.

Si le conseil d'administration juge qu'un pays a répondu à tous les critères de validation, le pays sera reconnu comme étant conforme aux exigences de l'ITIE. Lorsque le rapport de validation montre qu'un pays a fait des progrès mais ne répond pas à tous les critères de l'ITIE, le pays reste candidat. Lorsque la validation ne montre aucun progrès significatif, le Conseil d'Administration peut révoquer le statut candidat du pays. Le Timor Oriental est l'un des pays conformes aux règles ITIE.

1.2 L'ITIE au Timor Oriental

1.2.1 Mise en œuvre de l'ITIE au Timor Oriental

Depuis juin 2003, le Gouvernement du Timor Oriental a déclaré sans équivoque sa volonté à la mise en œuvre de l'ITIE. À la fin de 2006, le Gouvernement du Timor Oriental a invité la société civile et les compagnies pétrolières à désigner leurs représentants pour former le Groupe Multipartite. La première réunion du Groupe Multipartite a eu lieu à Dili le 15 mai 2007, garantissant que le Timor Oriental avait rempli l'une des exigences de l'ITIE pour devenir un pays « candidat ». Le nouveau Gouvernement élu au Timor Oriental a continué la mise en œuvre du processus ITIE, et, plus tard courant une période ne dépassant pas l'année le Groupe Multipartite a finalisé le plan de travail ITIE, tout en acceptant les termes de référence. Dès la finalisation du processus et la présentation des documents nécessaires à la Commission de l'ITIE, le Timor Oriental a été admis comme candidat le 22 février 2008.

Suite à la publication et la dissémination du premier rapport ITIE en décembre 2009, le Timor Oriental a rempli les dernières exigences pour la validation conformément au plan de travail TL-ITIE.

Le 6 avril 2010, le Groupe Multipartite a approuvé le rapport final de validation, indiquant que le Timor Oriental avait respecté toutes les exigences. Le Conseil International de l'ITIE, en date 1^{er} juillet 2010, a dûment désigné le Timor Oriental en tant que pays conforme soit le premier pays d'Asie du Sud et le troisième pays au monde à avoir la conformité. Le Timor Oriental a besoin d'avoir son statut ITIE validé au plus tard en juin 2015.

1.2.2 Gouvernance de l'ITIE au Timor Oriental

Le 24 août 2007, le Secrétariat ITIE a été créé grâce suite à l'engagement du Groupe Multipartite (GM). Le Secrétaire d'État des Ressources naturelles a été désignée comme Président et point focal du processus ITIE au Timor Oriental. Le GM comprend les membres suivants:

- le Secrétaire d'État des Ressources naturelles (Président);
- deux (2) représentants du Ministère des Finances;
- un représentant de l'Autorité bancaire et des paiements (BPA);
- un représentant de l'Autorité Nationale du Pétrole (NPA)
- deux (2) représentants du Secrétariat d'État des Ressources naturelles;
- trois (3) représentants de la société civile, et
- trois (3) représentants des compagnies pétrolières.

Le GM a pour mission de définir la stratégie globale de l'ITIE, à la fois politique et stratégique, ainsi que la supervision de la mise en œuvre du processus de l'ITIE et l'évaluation de son impact sur le développement durable et la réduction de la pauvreté. Le Comité a une structure tripartite comprenant des représentants du gouvernement, du secteur privé et la société civile.

Un coordonnateur national de l'ITIE a été nommé pour gérer le Secrétariat de l'ITIE. Le Secrétariat est chargé de la mise en œuvre des décisions prises par le GM, et la gestion quotidienne des activités de mise en œuvre du processus de l'ITIE au Timor-Oriental.

1.3 Le Contexte National du secteur pétrolier au Timor Oriental

Le secteur pétrolier au Timor Oriental est composé de deux juridictions différentes avec des régimes juridiques et fiscaux différents: la zone de mise en valeur conjointe des ressources en hydrocarbures (ZMVCRH), qui est gérée conjointement par l'Australie et le Timor Oriental et la zone économique exclusive du Timor Oriental (ZEE) applicable aux activités de recherche on-shore.

L'Autorité Nationale de Pétrole (NPA), créée par la loi n °20/2008, est l'institution officielle chargée d'administrer les activités pétrolières dans les deux juridictions (ZMVCRH) et (ZEE).

Les bénéfices provenant de l'exploitation commerciale des ressources pétrolières dans la zone de mise en valeur conjointe des ressources en hydrocarbures (ZMVCRH) dans la mer de Timor, sont partagées avec l'Australie.

L'Australie et le Timor Oriental ont trois traités sur la mer de Timor. Un traité sur certains arrangements maritimes dans la mer de Timor, entré en vigueur le 23 février 2007, a mis de côté la question des frontières maritimes et de juridiction entre les deux pays. Le traité permet l'exploration et l'exploitation des ressources pétrolières dans la zone de mise en valeur conjointe des ressources en hydrocarbures au profit des deux pays.

Les revenus du pétrole et du gaz ont fortement augmenté depuis 2005, des grands projets dans la zone de mise en valeur conjointe des ressources en hydrocarbures que le Timor Oriental partage avec l'Australie ont été réalisés. Le Gouvernement du Timor Oriental a mis en place un fonds pétrolier spécial en 2005 pour faciliter l'utilisation durable de ses revenus sur le long terme. Le fonds pétrolier a atteint 6,9 milliards de dollars américain en 2010.

2. OBJECTIFS ET PERIMETRE COUVERT PAR LA MISSION

2.1 Objectif de la mission

L'objectif de notre mission est de conduire des travaux de conciliation des paiements effectués par les sociétés pétrolières et des revenus déclarés par les agences gouvernementales en Timor Oriental, conformément au périmètre défini par le Groupe Multipartite, et dans l'objectif de produire et de publier des données sur les revenus issues du secteur pétrolier en 2010. Afin de réaliser cet objectif les principales tâches effectuées sont :

- une revue de la documentation préparée par le Secrétariat de l'ITIE au Timor Oriental à savoir la liste des sociétés pétrolières faisant partie du périmètre de réconciliation, les impôts et taxes retenus et le modèle du formulaire de déclaration ;
- une revue du formulaire de déclaration préparé par le Secrétariat Technique afin de s'assurer de sa conformité avec la réglementation en vigueur en Timor Oriental. A cette finalité, nous avons apportés quelques amendements au modèle du formulaire de déclaration, qui ont fait l'objet de discussion et d'approbation par le groupe Multiparti ;
- discuter avec la différentes parties prenantes concernées l'état d'avancement courant la mission et courant l'amendement des formulaires de déclaration;
- effectuer un examen préliminaire de tous les formulaires reçus de la part des parties déclarantes afin d'identifier les discordances entre les chiffres déclarés par les agences gouvernementales et ceux déclarés par les sociétés. Après cet examen préliminaire, des formulaires de déclaration couvrant nos observations sont préparés tout en détaillant les montants conformes aux déclarations des agences gouvernementales et ce incomplets ou contenant des erreurs ;
- un suivi de ces écarts avec les sociétés ayant soumis des formulaires incomplets ou contenant des erreurs et ce en en demandant des informations auprès des sociétés concernées ainsi que par la demande d'explications et de documents additionnels ;
- préparation d'un rapport définitif, contenant d'une part les paiements réconciliés et versés par les contribuables au profit des agences gouvernementales et d'autres part les revenus reçues par agences gouvernementales de la part des contribuables durant la période concernée ; et
- la formulation de recommandations utiles pour améliorer les insuffisances et dysfonctionnements constatés dans l'objectif d'améliorer le système de reporting et la mise en œuvre du processus ITIE à Timor Oriental.

2.2 Les sociétés extractives¹ faisant l'objet de réconciliation

Les termes de référence tels que préparés par le Groupe Multipartite ont défini le périmètre de réconciliation qui couvrira les sociétés opérant dans le secteur pétrolier.

Au début de notre mission et sur la base de la liste des parties déclarantes préparée par le Groupe Multipartite, 18 sociétés ont été retenues dans le périmètre de réconciliation de l'exercice 2010. Durant l'exécution de nos travaux, 2 autres sociétés ont été ajoutées: Japan Energy E and P and AusAid².

Les sociétés incluses dans le périmètre de réconciliation sont présentées dans le tableau ci-dessous :

1	ConocoPhillips (03-12) Pty Ltd	11	Inpex Sahul
2	ConocoPhillips JPDA Pty Ltd	12	Tokyo Timor Sea Resources
3	ConocoPhillips (Timor Sea) Pty Ltd	13	Woodside Petroleum
4	ConocoPhillips (03-13) Pty Ltd	14	Minza Oil & Gas
5	ConocoPhillips (Emet) Pty Ltd	15	Petronas
6	ConocoPhillips (03-19) Pty Ltd	16	Oilex
7	Eni JPDA 03-103 Limited	17	Reliance Exploration & Production
8	Eni JPDA 06-105 Pty Ltd	18	Talisman
9	Eni Timor Leste SpA	19	Japan Energy E and P
10	Santos	20	AusAid

Un tableau détaillant les permis et licences par société est présenté dans l'Annexe 2 de ce rapport.

¹ Le terme «Société extractives» ou «société pétrolière» fait référence à une entité payante et non pas à une entreprise au sens strict du mot. Cela signifie que toutes les entités qui effectuent des paiements au gouvernement sont considérées comme des sociétés pétrolières ou sociétés extractives. La même chose s'applique au terme secteur extractif. Certaines entités ne n'effectuent pas des activités extractives, mais ils sont considérés comme des «entreprises / industries extractives», puisqu'ils sont liés à l'industrie extractive (tels que les sociétés de gestion de pipelines, les sociétés d'exploration, etc.)

² AusAid est l'agence gouvernementale australienne responsable de la gestion des programmes d'aide de l'Australie à l'étranger. AusAid paie une redevance annuelle pipeline à la Banque centrale du Timor Oriental. AusAid sera traitée en tant que société pétrolière dans le présent rapport.

2.3 Les centres de collecte des paiements effectués par les entreprises pétrolières

Les agences gouvernementales intervenantes dans le processus de collecte des différents flux retenus sont détaillées ci-dessous :

- La Direction Nationale des Revenus Pétroliers (PTD);
- Autorité Nationale du Pétrole (NPA); et
- Banque Centrale du Timor Leste (CBTL).

2.4 Les flux de paiements pris en compte dans le périmètre de conciliation

L'ensemble des flux de paiements recensés dans le cadre de nos travaux de réconciliation ont été scindés en trois catégories selon les agences gouvernementales bénéficiaires et se détaillent comme suit :

No.	Flux de paiement	Description
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		
1	Impôts sur les sociétés	L'impôt sur le revenu est payé par les contribuables au titre de chaque année d'imposition. Le revenu imposable est calculé comme le revenu imposable brut tiré par le contribuable au cours de l'année d'imposition moins les déductions autorisées, par réglementation en vigueur, pour les dépenses engagées pour tirer un revenu brut.
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	Les Impôts supplémentaires sur le revenu sont payés par un contribuable accumulant un résultat net positif issu du projet « Bayu Undan », au titre d'une année d'imposition, tels que défini dans le contrat de taxation des projets « Bayu Undan » (Timor Oriental 2003).
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	Impôt applicable aux filiales étrangères au taux de 15% après impôts. Cette taxe est similaire à impôt pour dividendes.
4	TVA	Taxe sur les produits, services et ventes de produits de luxe.

No.	Flux de paiement	Description
5	Impôts retenus à la source	Correspond à des retenues opérées par toute personne physique ou morale effectuant des paiements et qui seront par la suite versées aux services chargées des revenus de Timor Oriental (ERTS). Les paiements sur lesquels sont opérés des retenues sont les honoraires, commissions, loyers et les rémunérations versés à des non résident.
6	Impôts sur les salaires	Taxe payée sur les salaires des employés
7	Pénalités/Intérêts	Pénalités ou intérêts payés lors du paiement en retard à l'Etat des redevances et des profits sur le pétrole / gaz.
8	Autres paiements	Toutes les taxes autres que ceux déjà mentionnés ci-dessus.
Autorité Nationale du Pétrole		
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	Part de production payée en vertu du contrat de partage de production entre le Gouvernement du Timor Oriental et une société au titre des ventes de Pétrole Brut/condensé
10	PTP – Gaz liquéfié	Part de production payée en vertu du contrat de partage de production entre le Gouvernement du Timor Oriental et une société portant sur les ventes de GPL.
11	PTP – Gaz	Part de production payée en vertu d'un contrat de partage de production entre le Gouvernement du Timor Oriental et une société portant sur les ventes de gaz naturel.
12	Profit oil & Paiements Gaz	Part de production payée en vertu du contrat de partage de production entre le Gouvernement du Timor Oriental et une Société au titre des profits sur la vente de condensé, du GPL et du gaz naturel.
13	ZDCP – Frais d'inscription	Les frais payés au titre d'instructions d'une demande pour un contrat de partage.
14	ZDCP – Frais des données sismiques	Droits payables à la NPA lorsqu'une société acquiert des données sismiques dans la ZEPC.

No.	Flux de paiement	Description
15	ZDCP – Frais de développement	Payables par l'entrepreneur lorsque une découverte commerciale est déclarée. Les droits sont en fonction du volume de pétrole et de réserve de gaz découverts.
16	ZDCP – Frais du service contractuel	Frais de surface
17	ZPTL - Frais d'inscription	Frais payables par un entrepreneur lors de l'instruction d'une demande de licence.
18	ZPTL - Frais des données sismiques	Droits payables à la NPA lorsqu'une société acquiert des données sismiques dans la zone propre de Timor Oriental.
Banque Centrale de Timor Leste		
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	Une redevance perçue au titre d'une licence. Une licence est un accord entre une société extractive et le gouvernement couvrant certaines zones géographiques ou géologiques et les opérations minérales qui s'y rapportent. Une licence est également utilisée pour définir un permis, une superficie, une zone sous contrat, un bail ou un bloc.

3. APPROCHE ET METHODOLOGIE

Notre mission de réconciliation a été effectuée en adhérant aux normes ISRS (International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » ainsi que le Code d'Éthique de l'IFAC.

3.1 Approche

Notre intervention a débuté le 14 mai 2012 par une réunion d'ouverture avec les membres du secrétariat et du GM au cours de laquelle nous avons été en mesure :

- de discuter le planning de la mission de réconciliation ;
- de discuter du périmètre du référentiel ITIE à adopter pour l'exercice 2010 ; et
- d'apporter certains éclaircissements techniques et proposer des recommandations.

Durant cette phase, nous avons tenu des réunions avec les représentants des différentes parties prenantes impliquées dans le processus de mise en œuvre de l'ITIE au Timor Oriental afin de leur communiquer le cadre de notre mission ainsi que les éléments clés du processus de réconciliation. Les parties prenantes contactées à ce titre sont les suivantes :

La Direction Nationale des Revenus Pétroliers

Direction des Taxes Pétrolières;

Autorité Nationale du Pétrole (NPA) ; et

Banque Centrale de Timor Leste(CBTL).

3.2 Méthodologie adoptée

3.2.1 Déclarations de paiements- collecte des données

Nous avons utilisé 4 formulaires pour les déclarations des sociétés extractives et des déclarations des agences gouvernementales :

- Formulaire de déclaration pour les sociétés pétrolières;
- Formulaire de déclaration pour la PTD
- Formulaire de déclaration pour la NPA; et
- Formulaire de déclaration pour la CBTL.

Ces formulaires ont été établis par le Groupe Multipartite auxquelles nous avons apporté quelques changements mineurs dans l'objectif de faciliter les travaux de réconciliation.

Ces formulaires de déclaration ont été discutés et approuvés par le Groupe Multipartite et par la suite envoyés directement, par nous même aux sociétés pétrolières et aux administrations de l'Etat tels que détaillés dans les sous-sections 2.2 et 2.3 du présent rapport.

3.2.2 Travaux de réconciliation

Notre mandat selon les Termes de Référence consiste à produire un rapport EITI suite à la collecte et au rapprochement des paiements effectués par les entreprises pétrolières au cours de 2010 et les montant reçus par les agences gouvernementales au titre de la même période. Notre travail a inclus les étapes suivantes :

- le rapprochement des flux de paiements déclarés par les sociétés pétrolières avec les recettes pétrolières déclarées par les administrations et organisme de l'Etat. Ce rapprochement a été effectué par flux selon l'administration perceptrice ;
- l'identification des différences et des écarts significatifs et la recherche de leurs causes ; et
- l'identification des ajustements nécessaires. Ces ajustements peuvent être opérés sur les montants déclarés par les contribuables ou sur les montants déclarés par le gouvernement.

Nous pouvons définir les travaux conduits comme suit :

- i. se familiariser avec les paiements, droits et taxes relevant du périmètre de réconciliation de l'exercice 2010. Cette étape aura pour objectif de définir les différents impôts et taxes, leur mode de paiement, leurs fréquences de déclaration, les Administration perceptrices de ces taxes, etc. ;
- ii. comparer ligne par ligne les paiements reportés dans les formulaires de déclaration des sociétés extractives avec les quittances reportés par les agences gouvernementales ;
- iii. l'identification des différences et des écarts significatifs entre les déclarations et la détection des reclassements ou des erreurs de calcul ;
- iv. demander les explications et les clarifications des écarts identifiés de la part des sociétés et des agences gouvernementales. Ces éclaircissements sont demandés par téléphone, par Email et par la visite des entités concernées ;
- v. ajustement des écarts justifiés tant au niveau des montants déclarés par les sociétés pétrolières que pour les administrations ;
- vi. identifier les différences définitives, par taxe, entre les paiements déclarés par les entreprises pétrolières et les recettes déclarées par les agences gouvernementales ;
- vii. assurer la liaison avec les différents agences gouvernementales afin d'obtenir une ventilation des montants reportés dans leurs formulaire de déclaration ;
- viii. réconciliation des détails reçus de la part des sociétés et ceux reçu de la part des agences gouvernementales, taxe par taxe et par type de paiement ;
- ix. analyse des explications présentées par les deux parties et les classifier par nature d'écart ;

- x. ajustement des écarts justifiés tant au niveau des montants déclarés par les sociétés pétrolières que pour les administrations ; et
- xi. finalisation des travaux et préparations des états de synthèse.

3.2.3 Préparation du rapport

Nous avons préparé un rapport sur les résultats des travaux de réconciliation. Ce rapport comprend :

- la présentation du contexte, des objectifs, et des limitations de la mission ;
- un état des lieux des secteurs et du référentiel ITIE couverts ;
- la présentation de l'approche et de la méthodologie adoptée ;
- les conclusions chiffrées des travaux de rapprochement des flux des paiements en nature et en numéraires effectués par les sociétés pétrolières et les recettes pétrolières perçus par l'Etat ;
- les constatations sur les défaillances relevées ayant un impact sur les travaux de réconciliation des flux des paiements ; et
- des recommandations pour pallier les insuffisances et défaillances relevées pour les exercices futurs.

4. RESULTATS DE LA RECONILIATION

Nous présentons ci-dessous le résultat détaillé des travaux de réconciliation ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les sociétés extractives et les montants reçus par les différentes administrations.

Nous avons mis en exergue les montants initiaux reportés, les ajustements que nous avons faits suite aux travaux de réconciliation ainsi que les montants finaux et les écarts définitifs non réconciliés.

Ces tableaux incluent les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés pétrolières et des déclarations des organismes gouvernementaux, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de réconciliation et les écarts résiduels non réconciliés. Les rapports de réconciliation détaillés pour chaque société pétrolière sont présentés en Annexe 3.

4.1 Réconciliation par société extractive

La réconciliation des flux de paiement effectués par les sociétés extractives se détaillent comme suit :

Chiffres en USD

No.	Sociétés	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Société	Gouvernement	Différence	Société	Gouvernement	Différence	Société	Gouvernement	Différence
1	ConocoPhillips (03-12) Pty Ltd	720,531,855	720,537,387	(5,532)	5,532	-	5,532	720,537,387	720,537,387	-
2	ConocoPhillips JPDA Pty Ltd	303,844,825	303,844,825	-	-	-	-	303,844,825	303,844,825	-
3	ConocoPhillips (Timor Sea) Pty Ltd	153,998,136	153,998,136	-	-	-	-	153,998,136	153,998,136	-
4	ConocoPhillips (03-13) Pty Ltd	106,728,004	106,728,004	-	-	-	-	106,728,004	106,728,004	-
5	ConocoPhillips (Emet) Pty Ltd	18,061,806	18,061,806	-	-	-	-	18,061,806	18,061,806	-
6	ConocoPhillips (03-19) Pty Ltd	6,558	6,558	-	-	-	-	6,558	6,558	-
7	Eni JPDA 03-103 Limited	200,932,221	200,932,221	-	-	-	-	200,932,221	200,932,221	-
8	Eni JPDA 06-105 Pty Ltd	6,973,586	6,989,354	(15,768)	15,768	-	15,768	6,989,354	6,989,354	-
9	Eni Timor Leste SpA	318,858	318,858	-	-	-	-	318,858	318,858	-
10	Santos	234,794,815	220,135,671	14,659,144	(14,659,144)	-	(14,659,144)	220,135,671	220,135,671	-
11	Inpex Sahul	226,552,562	226,552,562	-	-	-	-	226,552,562	226,552,562	-
12	Tokyo Timor Sea Resources	167,637,643	167,637,643	-	-	-	-	167,637,643	167,637,643	-
13	Woodside Petroleum	689,050	689,050	-	-	-	-	689,050	689,050	-
14	Minza Oil & Gas	90,330	90,330	-	-	-	-	90,330	90,330	-
15	Petronas	11,564,672	11,564,779	(107)	107	-	107	11,564,779	11,564,779	-
16	Oilex	4,476,530	4,474,161	2,369	-	2,369	(2,369)	4,476,530	4,476,530	-
17	Reliance Exploration & Production	78,925	104,880	(25,955)	25,955	-	25,955	104,880	104,880	-
18	Talisman	-	-	-	-	-	-	-	-	-
19	Japan Energy E and P	11,424	11,374	50	(50)	-	(50)	11,374	11,374	-
20	AusAid	-	7,041,600	(7,041,600)	7,041,600	-	7,041,600	7,041,600	7,041,600	-
Total		2,157,291,800	2,149,719,199	7,572,601	(7,570,232)	2,369	(7,572,601)	2,149,721,568	2,149,721,568	-

4.2 Réconciliation par flux de paiement

Le tableau ci-dessous présente le total des flux de paiements reportés par les agences gouvernementales et les sociétés pétrolières, compte tenu des ajustements opérés :

Chiffres en USD

N° Flux de paiements	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Société	Gouvernement	Différence	Société	Gouvernement	Différence	Société	Gouvernement	Différence
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers	897,121,773	897,107,544	14,229	(11,860)	2,369	(14,229)	897,109,913	897,109,913	-
1 Impôts sur les sociétés	447,320,724	451,875,651	(4,554,927)	(4,093,726)	(8,648,653)	4,554,927	443,226,998	443,226,998	-
2 Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	374,624,347	373,635,557	988,790	2,622,037	3,610,827	(988,790)	377,246,384	377,246,384	-
3 Impôts sur les bénéfices des succursales	1,626,747	-	1,626,747	164,613	1,791,360	(1,626,747)	1,791,360	1,791,360	-
4 TVA	27,745,017	34,887,090	(7,142,073)	6,830,074	(311,999)	7,142,073	34,575,091	34,575,091	-
5 Impôts retenus à la source	20,513,323	13,104,377	7,408,946	(7,136,734)	272,212	(7,408,946)	13,376,589	13,376,589	-
6 Impôts sur les salaires	5,857,857	6,094,508	(236,651)	278,807	42,156	236,651	6,136,664	6,136,664	-
7 Pénalités/Intérêts	12,828,898	17,510,361	(4,681,463)	7,927,929	3,246,466	4,681,463	20,756,827	20,756,827	-
8 Autres paiements	6,604,860	-	6,604,860	(6,604,860)	-	(6,604,860)	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole	1,259,927,402	1,245,273,790	14,653,612	(14,653,612)	-	(14,653,612)	1,245,273,790	1,245,273,790	-
9 PTP – Pétrole Brut/Condensé	74,882,304	74,882,547	(243)	243	-	243	74,882,547	74,882,547	-
10 PTP – Gaz liquéfié	30,191,043	30,196,332	(5,289)	5,289	-	5,289	30,196,332	30,196,332	-
11 PTP – Gaz	59,561,680	59,561,680	-	-	-	-	59,561,680	59,561,680	-
12 Profit oil & Paiements Gaz	1,091,268,375	1,076,609,231	14,659,144	(14,659,144)	-	(14,659,144)	1,076,609,231	1,076,609,231	-
13 ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14 ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15 ZDCP – Frais de développement	3,064,000	3,064,000	-	-	-	-	3,064,000	3,064,000	-
16 ZDCP – Frais du service contractuel	960,000	960,000	-	-	-	-	960,000	960,000	-
17 ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18 ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor Leste	242,625	7,337,865	(7,095,240)	7,095,240	-	7,095,240	7,337,865	7,337,865	-
19 ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	242,625	7,337,865	(7,095,240)	7,095,240	-	7,095,240	7,337,865	7,337,865	-
Total des paiements	2,157,291,800	2,149,719,199	7,572,601	(7,570,232)	2,369	(7,572,601)	2,149,721,568	2,149,721,568	-

4.3 Ajustements

4.3.1 Pour les sociétés pétrolières

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés pétrolières peuvent être résumés comme suit :

Ajustements sur les flux de paiement des sociétés	Montant Total (USD)
Taxes payées non reportées (a)	25,160,873
Taxes reportées mais payées en dehors de la période de réconciliation (b)	(32,736,362)
Montant de la taxe reporté de façon erronée	5,257
Total ajustement net sur les déclarations initiales	(7,570,232)

- (a) Il s'agit des paiements versés par les sociétés pétrolières et non reportés au sein des formulaires de déclaration. Ces ajustements sont associés essentiellement, à hauteur de 99% du total des ajustements s'élevant à 25,160,873 USD, aux déclarations des sociétés Santos et AusAid.

La société Santos a procédé à la préparation de son formulaire de déclaration sur une base d'engagement et n'a pas par conséquent déclaré les paiements au titre du Profit Oil et du Paiements gaz associés aux mois de novembre et décembre 2009 et liquidés en janvier 2010.

Dans le cadre des travaux de réconciliation, AusAid n'a pas pu être contactée et n'a pas, par conséquent, été en mesure de soumettre un formulaire de déclaration. La CBTL a déclaré avoir reçu, en 2010, un montant total de 7,041,600 USD relatif aux frais annuel de pipeline. Ce montant a été confirmé par une lettre officielle produite par le gouvernement australien

- (b) Il s'agit des flux de paiement reportés mais qui sont payés hors de la période de réconciliation à savoir avant le 1^{er} janvier 2010 ou après le 31 décembre 2010. L'ajustement le plus important a été opéré sur la déclaration de la société « Santos ». Comme mentionné ci-dessus la société utilise une base d'engagement pour la déclaration de ses paiements de Profit Oil et de paiements Gaz relatifs aux mois de novembre et décembre 2010 et qui sont payés courant janvier et février 2011.

Une confirmation a été reçue de la part de la société et portant sur ces paiements, qui sont initialement déclarés par les agences gouvernementales.

Les ajustements opérés par société se détaillent comme suit :

Chiffres en USD

Sociétés	Taxes payées non reportées	Taxes reportées mais payées en dehors de la période de réconciliation	Montant de la taxe reporté de façon erronée	Total des ajustements
ConocoPhillips (03-12) Pty Ltd	-	-	5,532	5,532
Eni JPDA 06-105 Pty Ltd	15,993	-	(225)	15,768
Santos	18,045,905	(32,705,049)	-	(14,659,144)
Petronas	-	107	-	107
Reliance Exploration & Production	57,375	(31,420)	-	25,955
Japan Energy E and P	-	-	(50)	(50)
AusAid	7,041,600	-	-	7,041,600
Total	25,160,873	(32,736,362)	5,257	(7,570,232)

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés, par taxe, se détaillent comme suit :

Chiffres en USD

Flux de paiements	Taxes payées non reportées	Taxes reportées mais payées en dehors de la période de réconciliation	Montant de la taxe reporté de façon erronée	Chevauchement	Total des ajustements
Impôts sur les sociétés	15,993	-	-	(4,109,719)	(4,093,726)
Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	2,622,037	2,622,037
Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	164,613	164,613
TVA	-	-	(100)	6,830,174	6,830,074
Impôts retenus à la source	330	(31,313)	(175)	(7,105,576)	(7,136,734)
Impôts sur les salaires	3,405	-	-	275,402	278,807
Pénalités/Intérêts	-	-	-	7,927,929	7,927,929
Autres paiements	-	-	-	(6,604,860)	(6,604,860)
PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	243	-	243
PTP – Gaz liquéfié	-	-	5,289	-	5,289
Profit oil & Paiements Gaz	18,045,905	(32,705,049)	-	-	(14,659,144)
ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	7,095,240	-	-	-	7,095,240
Total	25,160,873	(32,736,362)	5,257	-	(7,570,232)

4.3.2 Pour les agences de l'Etat

Les ajustements opérés sur les déclarations des administrations de l'Etat peuvent être résumés comme suit

Ajustements sur les flux de paiement de l'Etat	Montant Total (USD)
Taxe reçu et non reportée (de la part de la société Oilex)	2,369
Total ajustement net sur les déclarations initiales	2,369

Les ajustements opérés sur les paiements déclarés par les agences gouvernementales, par taxe, se présentent comme suit :

Chiffres en USD

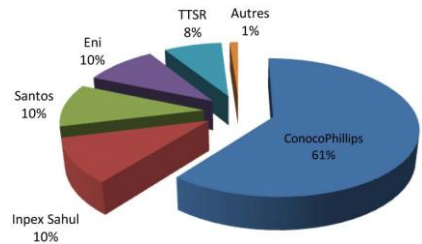
Flux de paiements	Taxe reçu et non reportée	Chevauchement	Total des ajustements
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers			
Impôts sur les sociétés	-	(8,648,653)	(8,648,653)
Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	3,610,827	3,610,827
Impôts sur les bénéfices des succursales	-	1,791,360	1,791,360
TVA	-	(311,999)	(311,999)
Impôts retenus à la source	223	271,989	272,212
Impôts sur les salaires	2,146	40,010	42,156
Pénalités/Intérêts	-	3,246,466	3,246,466
Total	2,369	-	2,369

5. ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR DES HYDROCARBURES

5.1 Contribution du secteur des hydrocarbures par société

Le tableau ci-dessous inclut les chiffres consolidés, après ajustements, des revenus déclarés par l'Etat des recettes du secteur des hydrocarbures par société pétrolière :

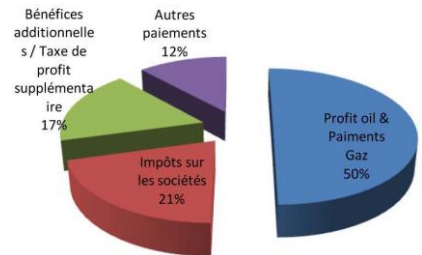
Sociétés	Revenus du gouvernement (USD)	% du total revenus
ConocoPhillips (6 entités)	1,303,176,716	61%
Inpex Sahul	226,552,562	10%
Santos	220,135,671	10%
Eni (3 entités)	208,240,433	10%
Tokyo Timor Sea Resources	167,637,643	8%
Autres (7 sociétés)	23,978,543	1%
Total secteur des hydrocarbures	2,149,721,568	100%



5.2 Contribution des flux dans le secteur des hydrocarbures

Les flux de paiements, les plus importants en termes de contribution se présentent comme suit:

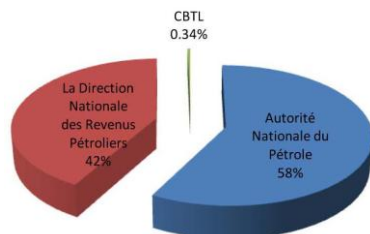
Flux de paiements	Revenus du gouvernement (USD)	% du total revenus
Profit oil & Paiements Gaz	1,076,609,231	50%
Impôts sur les sociétés	443,226,998	21%
Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	377,246,384	17%
Autres paiements (16 flux de paiements)	252,638,955	12%
Total secteur des hydrocarbures	2,149,721,568	100%



5.3 Contribution par Agence Gouvernementale

Le tableau ci-dessous présente les paiements, après ajustements, des Agences Gouvernementales.

Agences Gouvernementale	Revenus du gouvernement (USD)	% du total revenus
Autorité Nationale du Pétrole	1,245,273,790	58%
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers	897,109,913	42%
Banque Centrale de Timor-Leste (CBTL)	7,337,865	0.34%
Total secteur des hydrocarbures	2,149,721,568	100%



6. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Base de données du Secrétariat ITIE

Nous avons relevé que le Secrétariat TL-ITIE ne dispose pas, à ce jour, d'une base de données complète pour toutes les sociétés opérant dans le secteur des hydrocarbures. Nous comprenons que cette situation est le résultat du manque de communication officielle entre le Secrétariat de l'ITIE et les organismes gouvernementaux en ce qui concerne sociétés opérant dans le secteur pétrolier. Dans certains cas, nous n'étions pas en mesure de contacter les sociétés extractives en raison de l'absence de détail de contact.

Nous recommandons que le Secrétariat ITIE crée une base de données des sociétés extractives. Le Secrétariat devrait assurer la liaison avec les agences gouvernementales afin d'assurer l'obtention des informations adéquates pour mettre à jour régulièrement la base de données. À cette fin, nous croyons qu'il est essentiel que les sociétés pétrolières soient enregistrées auprès du Secrétariat ITIE avant ou lors de l'instruction de leurs demandes de licences d'exploitation. Une revue régulière avec les agences gouvernementales de la liste des sociétés pétrolières autorisées à opérer dans le secteur est recommandée.

2. Périmètre de réconciliation- Etude de cadrage

Nous avons relevé que deux sociétés pétrolières opérant au Timor Oriental n'ont pas été incluses dans le périmètre de la réconciliation, à savoir le Japan Energy E and P et l'agence de développement AusAid.

Par ailleurs, nous avons relevé l'existence de certaines redevances payées à la CBTL, tels que les redevances annuelles de pipeline et des frais d'exploration qui n'ont pas été pris en considération dans les formulaires de déclaration préparés et approuvés par le Groupe Multipartite. D'un autre côté, il y avait plusieurs flux de paiements inclus dans le formulaire de déclaration pour lesquels aucun paiement n'a été identifié.

Cette situation a entraîné un retard dans la collecte des données auprès des sociétés pétrolières et des agences gouvernementales et lors de la préparation du rapport.

Nous recommandons, pour les années à venir, qu'une étude préliminaire soit réalisée avant chaque exercice de réconciliation afin de définir la portée de la réconciliation, y compris:

- *les activités qui doivent être pris en considération (pétrole, gaz, minerais, etc.);*
- *les flux de paiements qui devront être réconciliés;*
- *les sociétés extractives qui prépareront des déclarations, et*
- *les agences gouvernementales retenues dans le processus.*

L'étude de cadrage permettra la définition et à la conception du formulaire de déclaration à utiliser pour la déclaration des paiements et des recettes par les sociétés pétrolières et les agences gouvernementales.

3. Formulaires de déclaration certifiés

Conformément aux recommandations 12 et 13 des règles ITIE version 2011, le Groupe Multipartite doit s'assurer que les formulaires de déclaration produits par sociétés et les organismes gouvernementaux soient basés sur des comptes audités selon les normes internationales.

Nous avons noté qu'il n'y avait pas d'instructions données aux sociétés pétrolières et aux organismes gouvernementaux afin de présenter des formulaires de déclaration certifiés par un commissaire aux comptes.

Nous recommandons pour les années à venir que le Groupe Multipartite prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que les formulaires de déclarations remplies par les sociétés pétrolières et les organismes gouvernementaux soient certifiés par un auditeur externe (dans le cas des industries extractives), ou par un organisme public/autorité pour les agences gouvernementales.

7. CONCLUSIONS

Nos conclusions suite aux travaux effectués dans le cadre de notre mandat de réconciliation des flux de paiements effectués par les sociétés extractives et des revenus perçus par l'Etat pour l'exercice 2010 peuvent être résumées comme suit :

1. Un nombre important d'écarts a été constaté entre les montants des paiements déclarés par les sociétés pétrolières et les montants des revenus perçus par les administrations. Nous avons pu ajuster la totalité de ces écarts aussi bien au niveau des déclarations des sociétés extractives qu'au niveau des déclarations de l'Etat.
2. Un nombre important d'ajustements a été opéré afin de réconcilier les montants initialement reportés au sein des formulaires de déclaration. La plupart des écarts proviennent des déclarations des sociétés et sont associés aux raisons suivantes :
 - a. des paiements incorrectement classés par les sociétés pétrolières et les agences gouvernementales et s'élevant, en valeur absolue, à 53M USD ;
 - b. plusieurs paiements effectués par les sociétés pétrolières, totalisant 32.7M USD, ont été reportés au sein de la période couverte par les travaux de réconciliation (avant ou après 2010) ; et
 - c. plusieurs montants payés par les sociétés pétrolières, totalisant 25M USD, n'ont pas été reportés au sein des formulaires de déclaration⁷

Toutes ces questions ont été soulevées dans les rapports des années précédentes et nous croyons qu'ils peuvent être facilement traités.

3. Finalement, nous avons présenté un certain nombre de recommandations pour améliorer le processus de réconciliation et qui sont énoncées à la Section 6 ci-dessus.

ANNEXE

Annexe 1: Fiche signalétique des sociétés incluses dans le référentiel ITIE 2010

No.	Sociétés	Date de création	Activité	Nationalité	Produits extraits
1	ConocoPhillips	1917	Pétrole et gaz	USA	Gaz Naturel; Chauffe-terrasse; Pétrole brut BP; Raccordement au gaz naturel; commercialisation du gaz naturel; Gaz liquéfié
2	Eni	1926	Pétrole et gaz	Italie	nc
3	Santos	1954	Pétrole et gaz	Australie	Pétrole; Gaz Naturel; Lubrifiants
4	Inpex Sahul	1986	Pétrole et gaz	Australie	Pétrole et gaz
5	Tokyo Timor Sea Resources	1970	Pétrole et gaz	Japon	nc
6	Woodside Petroleum	1954	Pétrole et gaz	Australie	Pétrole et gaz
7	Minza Oil & Gas	nc	Pétrole et gaz	Japon	Pétrole et gaz
8	Petronas	1974	Pétrole et gaz	Malaysia	nc
9	Oilex	nc	Pétrole et gaz	Australie	Pétrole et gaz
10	Reliance Exploration & Production	1958	Raffinage du pétrole et Marketing	Inde	Pétrole raffiné
11	Talisman	1992	Industrie " Pétrole et gaz "	Canada	Pétrole et gaz
12	Japan Energy E and P	nc	nc	nc	nc
13	AusAid	nc	nc	nc	nc

nc: non communiqué

Annexe 2: Répartition des titres dans le secteur des hydrocarbures

Licence	Opérateur	Sociétés	Produits extraits	Type de licence	Date d'octroi	Date d'expiration	Zone
JPDA 03-12	ConocoPhillips	ConocoPhillips Santos Inpex Sahul Eni Tokyo Timor Sea Resources	Condensé, LPG, LNG	PSC	02/04/2003	06/02/2022	ZDCP
JPDA 03-13	ConocoPhillips	ConocoPhillips Santos Inpex Sahul	Condensé, LPG, LNG	PSC	02/04/2003	16/12/2021	ZDCP
JPDA 03-19	Woodside Petroleum	Woodside Petroleum Shell Development Osaka Gas Sunrise ConocoPhillips	Gaz	PSC	02/04/2003	04/10/2026	ZDCP
JPDA 03-20	Woodside Petroleum	Woodside Petroleum Shell Development Osaka Gas Sunrise ConocoPhillips	Gaz	PSC	02/04/2003	13/11/2026	ZDCP
JPDA 06-101 A	Minza Oil & Gas	Minza Oil & Gas	nc	PSC	09/03/2007	09/03/2014	ZDCP
JPDA 06-102	Petronas	Petronas Carigali Korean Gas Samsung Oil & Gas LG	nc	PSC	29/12/2006	29/12/2010	ZDCP
JPDA 06-103	Oilex	Oilex Japan Energy Corporation Videocon Bharat PetroResources GSPC Pan Pacific Petroleum	nc	PSC	15/01/2007	15/01/2014	ZDCP

Licence	Opérateur	Sociétés	Produits extraits	Type de licence	Date d'octroi	Date d'expiration	Zone
JPDA 06-105	Eni	Eni Inpex Talisman	Pétrole brut léger	PSC	22/09/2006	09/07/1905	ZDCP
S-06-01 (Block A)	Eni	Eni GALP Exploracao Producao Petrolifera Korea Gas Corporation	nc	PSC	03/11/2006	03/11/2010	ZPTL
S-06-02 (Block B)	Eni	Eni GALP Exploracao Producao Petrolifera Korea Gas Corporation	nc	PSC	03/11/2006	03/11/2013	ZPTL
S-06-03 (Block C)	Eni	Eni GALP Exploracao Producao Petrolifera Korea Gas Corporation	nc	PSC	03/11/2006	03/11/2013	ZPTL
S-06-04 (Block E)	Eni	Eni GALP Exploracao Producao Petrolifera Korea Gas Corporation	nc	PSC	03/11/2006	03/11/2013	ZPTL
S-06-05 (Block H)	Eni	Eni GALP Exploracao Producao Petrolifera Korea Gas Corporation	nc	PSC	03/11/2006	03/11/2013	ZPTL
S-06-06 (Block K)	Reliance	Reliance Exploration & Production Oil India Limited India Oil Corporation Limited	nc	PSC	16/11/2006	16/11/2011	ZPTL

nc: non communiqué

Annexe 3: Tableaux de réconciliation par société

Nom de la société:		ConocoPhillips (03-12) Pty Ltd			Période : 2010			
N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		262,085,843	-	262,085,843	262,085,843	-	262,085,843	-
1	Impôts sur les sociétés	117,632,681	470,320	118,103,001	118,832,936	(729,935)	118,103,001	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	102,647,408	-	102,647,408	102,647,408	-	102,647,408	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	1,200,255	164,613	1,364,868	-	1,364,868	1,364,868	-
4	TVA	21,342,360	-	21,342,360	21,342,360	-	21,342,360	-
5	Impôts retenus à la source	4,173,721	(176,800)	3,996,921	3,996,921	-	3,996,921	-
6	Impôts sur les salaires	5,522,808	176,800	5,699,608	5,699,608	-	5,699,608	-
7	Pénalités/Intérêts	9,566,610	(634,933)	8,931,677	9,566,610	(634,933)	8,931,677	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		458,446,012	5,532	458,451,544	458,451,544	-	458,451,544	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	67,677,684	243	67,677,927	67,677,927	-	67,677,927	-
10	PTP – Gaz liquéfié	30,191,043	5,289	30,196,332	30,196,332	-	30,196,332	-
11	PTP – Gaz	59,561,680	-	59,561,680	59,561,680	-	59,561,680	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	298,041,605	-	298,041,605	298,041,605	-	298,041,605	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	2,814,000	-	2,814,000	2,814,000	-	2,814,000	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	160,000	-	160,000	160,000	-	160,000	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		720,531,855	5,532	720,537,387	720,537,387	-	720,537,387	

Nom de la société: ConocoPhillips JPDA Pty Ltd

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		136,049,864	-	136,049,864	136,049,864	-	136,049,864	-
1	Impôts sur les sociétés	80,337,929	-	80,337,929	80,337,929	-	80,337,929	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	55,711,935	-	55,711,935	55,711,935	-	55,711,935	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		167,794,961	-	167,794,961	167,794,961	-	167,794,961	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	167,634,961	-	167,634,961	167,634,961	-	167,634,961	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	160,000	-	160,000	160,000	-	160,000	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		303,844,825	-	303,844,825	303,844,825	-	303,844,825	-

Nom de la société: ConocoPhillips (Timor Sea) Pty Ltd

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
	La Direction Nationale des Revenus Pétroliers	68,744,394	-	68,744,394	68,744,394	-	68,744,394	-
1	Impôts sur les sociétés	34,766,956	-	34,766,956	36,595,080	(1,828,124)	34,766,956	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	30,677,821	-	30,677,821	30,677,821	-	30,677,821	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	381,498	-	381,498	-	381,498	381,498	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	2,918,119	-	2,918,119	1,471,493	1,446,626	2,918,119	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
	Autorité Nationale du Pétrole	85,253,742	-	85,253,742	85,253,742	-	85,253,742	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	85,253,742	-	85,253,742	85,253,742	-	85,253,742	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
	Banque Centrale de Timor-Leste	-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
	Total des paiements	153,998,136	-	153,998,136	153,998,136	-	153,998,136	-

Nom de la société:

ConocoPhillips (03-13) Pty Ltd

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
	La Direction Nationale des Revenus Pétroliers	48,050,004	-	48,050,004	48,050,004	-	48,050,004	-
1	Impôts sur les sociétés	28,534,574	-	28,534,574	28,534,574	-	28,534,574	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	19,515,430	-	19,515,430	19,515,430	-	19,515,430	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
	Autorité Nationale du Pétrole	58,678,000	-	58,678,000	58,678,000	-	58,678,000	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	58,678,000	-	58,678,000	58,678,000	-	58,678,000	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
	Banque Centrale de Timor-Leste	-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
	Total des paiements	106,728,004	-	106,728,004	106,728,004	-	106,728,004	-

Nom de la société:

ConocoPhillips (Emet) Pty Ltd

Période :

2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		8,006,830	-	8,006,830	8,006,830	-	8,006,830	-
1	Impôts sur les sociétés	4,007,767	-	4,007,767	4,223,380	(215,613)	4,007,767	
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	3,609,900	-	3,609,900	3,609,900	-	3,609,900	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	44,994	-	44,994	-	44,994	44,994	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	344,169	-	344,169	173,550	170,619	344,169	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		10,054,976	-	10,054,976	10,054,976	-	10,054,976	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	10,054,976	-	10,054,976	10,054,976	-	10,054,976	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		18,061,806	-	18,061,806	18,061,806	-	18,061,806	

Nom de la société:

ConocoPhillips (03-19) Pty Ltd

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
	La Direction Nationale des Revenus Pétroliers	6,558	-	6,558	6,558	-	6,558	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	6,558	-	6,558	6,558	-	6,558	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
	Autorité Nationale du Pétrole	-	-	-	-	-	-	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
	Banque Centrale de Timor-Leste	-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
	Total des paiements	6,558	-	6,558	6,558	-	6,558	-

Nom de la société: Eni JPDA 03-103 Limited

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		80,799,596	-	80,799,596	80,799,596	-	80,799,596	-
1	Impôts sur les sociétés	40,232,869	-	40,232,869	40,232,869	-	40,232,869	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	40,566,727	-	40,566,727	40,566,727	-	40,566,727	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		120,132,625	-	120,132,625	120,132,625	-	120,132,625	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	120,132,625	-	120,132,625	120,132,625	-	120,132,625	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		200,932,221	-	200,932,221	200,932,221	-	200,932,221	-

Nom de la société:

Eni JPDA 06-105 Pty Ltd

Période :

2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		6,563,586	15,768	6,579,354	6,579,354	-	6,579,354	-
1	Impôts sur les sociétés	-	15,993	15,993	15,993	-	15,993	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	3,675,797	(100)	3,675,697	3,675,697	-	3,675,697	-
5	Impôts retenus à la source	2,887,789	(125)	2,887,664	2,887,664	-	2,887,664	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		410,000	-	410,000	410,000	-	410,000	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	250,000	-	250,000	250,000	-	250,000	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	160,000	-	160,000	160,000	-	160,000	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		6.973.586	15.768	6.989.354	6.989.354	-	6.989.354	-

Nom de la société: **Eni Timor Leste SpA**Période : **2010**

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
	La Direction Nationale des Revenus Pétroliers	76,233	-	76,233	76,233	-	76,233	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	41,106	-	41,106	41,106	-	41,106	-
6	Impôts sur les salaires	35,127	-	35,127	35,127	-	35,127	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
	Autorité Nationale du Pétrole	-	-	-	-	-	-	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
	Banque Centrale de Timor-Leste	242,625	-	242,625	242,625	-	242,625	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	242,625	-	242,625	242,625	-	242,625	-
	Total des paiements	318,858	-	318,858	318,858	-	318,858	-

Nom de la société: Santos

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		97,388,317	-	97,388,317	97,388,317	-	97,388,317	-
1	Impôts sur les sociétés	45,364,855	147,306	45,512,161	51,387,142	(5,874,981)	45,512,161	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	45,418,602	2,622,037	48,040,639	44,429,812	3,610,827	48,040,639	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	3,835,517	3,835,517	1,571,363	2,264,154	3,835,517	-
8	Autres paiements	6,604,860	(6,604,860)	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		137,406,498	(14,659,144)	122,747,354	122,747,354	-	122,747,354	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	137,406,498	(14,659,144)	122,747,354	122,747,354	-	122,747,354	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		234,794,815	(14,659,144)	220,135,671	220,135,671	-	220,135,671	-

Nom de la société: **Inpex Sahul**Période : **2010**

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		105,862,951	-	105,862,951	105,862,951	-	105,862,951	-
1	Impôts sur les sociétés	61,511,889	(4,727,345)	56,784,544	56,784,544	-	56,784,544	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	44,351,062	-	44,351,062	44,351,062	-	44,351,062	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	4,727,345	4,727,345	4,727,345	-	4,727,345	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		120,689,611	-	120,689,611	120,689,611	-	120,689,611	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	7,204,620	-	7,204,620	7,204,620	-	7,204,620	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	113,484,991	-	113,484,991	113,484,991	-	113,484,991	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		226,552,562	-	226,552,562	226,552,562	-	226,552,562	-

Nom de la société: Tokyo Timor Sea Resources

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		67,056,666	-	67,056,666	67,056,666	-	67,056,666	-
1	Impôts sur les sociétés	34,931,204	-	34,931,204	34,931,204	-	34,931,204	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	32,125,462	-	32,125,462	32,125,462	-	32,125,462	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		100,580,977	-	100,580,977	100,580,977	-	100,580,977	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	100,580,977	-	100,580,977	100,580,977	-	100,580,977	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		167,637,643	-	167,637,643	167,637,643	-	167,637,643	-

Nom de la société: Woodside Petroleum

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		369,050	-	369,050	369,050	-	369,050	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	70,191	-	70,191	70,191	-	70,191	-
5	Impôts retenus à la source	44,180	-	44,180	65,428	(21,248)	44,180	-
6	Impôts sur les salaires	254,679	-	254,679	233,431	21,248	254,679	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		320,000	-	320,000	320,000	-	320,000	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	320,000	-	320,000	320,000	-	320,000	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		689,050	-	689,050	689,050	-	689,050	-

Nom de la société: Minza Oil & Gas

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		10,330	-	10,330	10,330	-	10,330	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	880	-	880	880	-	880	-
6	Impôts sur les salaires	9,450	-	9,450	9,450	-	9,450	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		80,000	-	80,000	80,000	-	80,000	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	80,000	-	80,000	80,000	-	80,000	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		90,330	-	90,330	90,330	-	90,330	-

Nom de la société: **Petronas**Période : **2010**

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		11,564,672	107	11,564,779	11,564,779	-	11,564,779	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	6,830,174	6,830,174	7,150,065	(319,891)	6,830,174	-
5	Impôts retenus à la source	11,564,672	(6,924,647)	4,640,025	4,346,965	293,060	4,640,025	-
6	Impôts sur les salaires	-	94,580	94,580	67,749	26,831	94,580	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		-	-	-	-	-	-	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		11,564,672	107	11,564,779	11,564,779	-	11,564,779	-

Nom de la société: Oilex

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		4,396,530	-	4,396,530	4,394,161	2,369	4,396,530	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	2,656,669	-	2,656,669	2,648,777	7,892	2,656,669	-
5	Impôts retenus à la source	1,706,844	-	1,706,844	1,703,807	3,037	1,706,844	-
6	Impôts sur les salaires	33,017	-	33,017	41,577	(8,560)	33,017	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		80,000	-	80,000	80,000	-	80,000	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	80,000	-	80,000	80,000	-	80,000	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		4,476,530	-	4,476,530	4,474,161	2,369	4,476,530	-

Nom de la société: Reliance Exploration & Production

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		78,925	(27,685)	51,240	51,240	-	51,240	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	78,925	(35,112)	43,813	46,450	(2,637)	43,813	-
6	Impôts sur les salaires	-	7,427	7,427	4,790	2,637	7,427	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		-	-	-	-	-	-	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	53,640	53,640	53,640	-	53,640	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	53,640	53,640	53,640	-	53,640	-
Total des paiements		78,925	25,955	104,880	104,880	-	104,880	-

Nom de la société: Japan Energy E and P

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		11,424	(50)	11,374	11,374	-	11,374	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	8,648	(50)	8,598	8,598	-	8,598	-
6	Impôts sur les salaires	2,776	-	2,776	2,776	-	2,776	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		-	-	-	-	-	-	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	-	-	-	-	-	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	-	-	-	-	-	-
Total des paiements		11,424	(50)	11,374	11,374	-	11,374	-

Nom de la société: AusAid

Période : 2010

N°	Flux de paiements	Pour la société			Pour le Gouvernement			Différence finale
		Initial	Ajustements	Final	Initial	Ajustements	Final	
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers		-	-	-	-	-	-	-
1	Impôts sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-
2	Bénéfices additionnelles / Taxe de profit supplémentaire	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôts sur les bénéfices des succursales	-	-	-	-	-	-	-
4	TVA	-	-	-	-	-	-	-
5	Impôts retenus à la source	-	-	-	-	-	-	-
6	Impôts sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-
7	Pénalités/Intérêts	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres paiements	-	-	-	-	-	-	-
Autorité Nationale du Pétrole		-	-	-	-	-	-	-
9	PTP – Pétrole Brut/Condensé	-	-	-	-	-	-	-
10	PTP – Gaz liquéfié	-	-	-	-	-	-	-
11	PTP – Gaz	-	-	-	-	-	-	-
12	Profit oil & Paiements Gaz	-	-	-	-	-	-	-
13	ZDCP – Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
14	ZDCP – Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
15	ZDCP – Frais de développement	-	-	-	-	-	-	-
16	ZDCP – Frais du service contractuel	-	-	-	-	-	-	-
17	ZPTL - Frais d'inscription	-	-	-	-	-	-	-
18	ZPTL - Frais des données sismiques	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de Timor-Leste		-	7,041,600	7,041,600	7,041,600	-	7,041,600	-
19	ZPTL –Frais de licence/Frais de surface	-	7,041,600	7,041,600	7,041,600	-	7,041,600	-
Total des paiements		-	-	-	7,041,600	-	7,041,600	-

Annexe 4: Formulaire de déclaration ITIE Timor Oriental 2010

Sociétés pétrolières

Timor-Leste Extractive Industries Transparency Initiative

Input Template for Extractive Industries

Name of Company:

Reporting period:

Flows of Financial Payments in USD to the Government of Timor-Leste

REPORT TO BE COMPLETED ON PAYMENT BASIS

Description of Payment	Cash	Kind	
	(USD)	Value	Description

1. Benefit Stream be reported by International Companies only

1 a) National State-Owned/ Joint Venture Company equity share of Host Government Production			
1 b) Production received by National State-Owned/ Joint Venture Company			
1 c) National State-Owned/ Joint Venture Company production entitlement			
1 d) Production entitlement received on behalf of the Host Government			

2. Payments to Host Government

2 a) Petroleum Tax Directorate

i) Income tax payments			
ii) Additional profits tax payments/Supplemental Profit Tax			
iii) Branch profits tax payments			
iv) VAT payments			
v) With Holding Tax payments			
vi) Wages Tax			
vii) Penalty/ Interest			
viii) Other Payments (Specify)			

2 b) National Petroleum Authority

i) First Tranche Petroleum Payments (FTP)

- Condensate			
- Liquefied Petroleum Gas			
- Gas			

ii) Profit oil & gas payments

iii) Other Payments:

JPDA Fee:

- Application fee			
- Seismic data fee			
- Development fee			
- Contract service fee			

Timor Leste Exclusive Area:

- Application fee			
- Seismic data fee			
- License fee/Surface fee			

2c. Other

a) Other payments to Government/ Person			
Government agency/ National State-Owned/ Joint Venture Company name:			
Government agency/ National State-Owned/ Joint Venture Company Representative name:			
Payment description:			

3. Total

Total Payments Made	0	0	0
---------------------	---	---	---

Confidentiality - All information provided on the reporting templates shall be treated on a confidential basis and is only for the use of the Aggregating Body and Government solely for the purposes of EITI Reporting requirements. No information shall be disclosed to any third party without the disclosing party's written consent, unless disclosure is required by law.

Management Sign Off

We acknowledge our responsibility for the fair presentation of the Reporting Template in accordance

1.
2.
3.
4.

Name:

Signature:

Position:

Date:

La Direction Nationale des Revenus Pétroliers

Timor-Leste Extractive Industries Transparency Initiative

Input Template for Petroleum Tax Directorate

Name of Company:

Reporting period:

Total Aggregated Flows of Financial Receipts in USD from Extractive Industries

REPORT TO BE COMPLETED ON RECEIPT BASIS

Description of Payment	Cash (USD)	Kind	
		Value	Description
a) Petroleum Tax Directorate			
i) Income Tax Payments			
ii) Additional Profit Tax Payments/Supplemental Petroleum Tax Payments			
iii) Branch Profit Tax Payments			
iv) VAT Payments			
v) Withholding Tax Payments			
vi) Wages Tax			
vii) Penalty/ Interest			

Confidentiality - All information provided on the reporting templates shall be treated on a confidential basis and is only for the use of the Aggregating Body and Government solely for the purposes of EITI Reporting requirements. No information shall be disclosed to any third party without the disclosing party's written consent, unless disclosure is required by law.

Petroleum Tax Directorate Sign Off

We acknowledge our responsibility for the fair presentation of the Reporting Template in accordance with the Reporting Guidelines and confirm that the aggregated amounts disclosed above agree to the total of the individual company template completed, with the exception of:

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

Name:

Signature:

Position:

Date:

Autorité Nationale du Pétrole

Timor-Leste Extractive Industries Transparency Initiative

Input Template for the National Petroleum Authority

Name of Company:

Reporting period:

Total Aggregated Flows of Financial Receipts in USD from Extractive Industries

REPORT TO BE COMPLETED ON RECEIPT BASIS

Description of Payment	Cash (USD)	Kind	
		Value	Description

3 b) National Petroleum Authority

i) FTP (First Tranche Petroleum / Royalties)			
- Condensate			
- Liquefied Petroleum Gas			
- Gas			
ii) Profit Oil & Gas Payments			
iii) Other Payments:			
JFDA Fee:			
- Application fee			
- Seismic data fee			
- Development fee			
- Contract service fee			
Timor-Leste Exclusive Area:			
- Application fee			
- Seismic data fee			
- License fee/Surface fee			

Confidentiality - All information provided on the reporting templates shall be treated on a confidential basis and is only for the use of the Aggregating Body and Government solely for the purposes of EITI Reporting requirements. No information shall be disclosed to any third party without the disclosing party's written consent, unless disclosure is required by law.

National Petroleum Authority Sign Off

We acknowledge our responsibility for the fair presentation of the Reporting Template in accordance with the Reporting Guidelines and confirm that the aggregated amount disclosed above agrees to the total of the individual company templates completed, with the exception of:

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

Name:

Signature:

Position:

Date:

Banque Centrale de Timor-Leste

Timor-Leste Extractive Industries Transparency Initiative

Input Template for Banking and Payment Authority

Name of Company:

Reporting period:

Total Aggregated Flows of Financial Receipts in USD from Extractive Industries

REPORT TO BE COMPLETED ON RECEIPT BASIS

Description of Payment	Cash (USD)	Kind	
		Value	Description
a) Banking & Payments Authority			
i) Article 6.1(a) Payments			
ii) Article 6.1(b) Payments (Payments from the National Petroleum Authority)			
iii) Article 6.1(d) Payments			
iv) Article 6.1(e) Payments			

Confidentiality - All information provided on the reporting templates shall be treated on a confidential basis and is only for the use of the Aggregating Body and Government solely for the purposes of EITI Reporting requirements. No information shall be disclosed to any third party without the disclosing party's written consent, unless disclosure is required by law.

Central Bank Sign Off

We acknowledge our responsibility for the fair presentation of the Reporting Template in accordance with the Reporting Guidelines and confirm that the aggregated amounts disclosed above agree to the total of the individual company template completed, with the exception of:

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.

Name:

Signature:

Position:

Date:

Report on amounts paid by extractive companies ended 31 December 20XX

Name of the Entity Extractive company / Government Agency)	
--	--

[illegible]

Annexe 5: Personnes contactées ou concernées par la réconciliation**Réconciliateur – Moore Stephens LLP**

Tim Woodward	Associé
Radhouane Bouzaiane	Senior Manager / Chef de Mission
Dian Perawati	Auditeur Senior
Rita Freitas	Auditeur Assistant

Sécretariat Technique ITIE TL

Elda Guterres da Silva	Coordonateur National de ITIE Timor-Leste
Trifonio Flor Sarmento	Chargé de liaison

Secrétaire d'Etat des ressources Naturelles

Alfredo Pires	Secrétaire d'Etat des ressources Naturelles
---------------	---

Sociétés Pétrolières

Brendan Augustin	Woodside Petroleum
Mary Beveridge	Woodside Petroleum
Balraj Singh Sidhu	Petronas
Seitaro KAYAMA	Inpex Sahul
Christine Starr	Oilex
James Booth	ConocoPhillips
Troy Sumpton	ConocoPhillips
Andrew Tay	Eni
Hitoshi Tagawa	Tokyo Timor Sea Resources
Ben J Opie	Tokyo Timor Sea Resources
Michael Lawry	Santos
Dino Gandara Rai	Minza Oil & Gas
Winnie Cho	Talisman Energy Inc

Susindar Kandasamy	Japan Energy
Vinay Kothari	Reliance

Autorité Nationale du Pétrole - NPA

Emanuel Angelo Lay	Directeur Commercial
Honesia Araujo	Chargé du Marketing et de la gestion des recettes

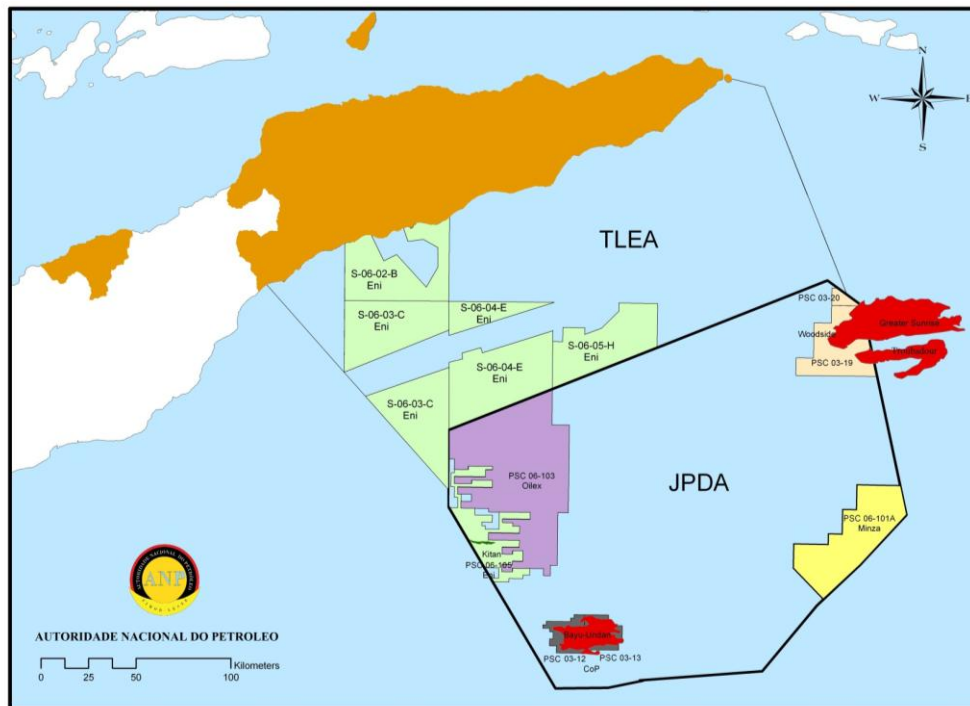
La Direction Nationale des Revenus Pétroliers - PTD

Joao Demetrio Xavier	Chef par intérim du département des Opérations
----------------------	--

Banque Centrale de Timor-Leste - CBTL

Fernando da Silva Carvalho	Chef Comptable
----------------------------	----------------

Annexe 6: Zones Contractuelles au sein de la ZPTL (TLEA) et de la ZDCP (JPDA)



Annexe 7: Gisements on shore de gaz et de pétrole au Timor Oriental

